

SAGA

**Strategies and
Analysis for
Growth and
Access**

SAGA Working Paper
April 2005

**Les écoles communautaires de base au Sénégal
Contribution à la scolarisation universelle, l'éradication de la pauvreté,
et la mise en place d'un programme national pour
le développement durable**

Synopsis par

Professeur N'Dri Assié-Lumumba
Africana Studies and Research Center, Cornell University
Ithaca, New York, USA

and

Centre de Recherches Architecturales et Urbaines (CRAU)
Université de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire

and

PanAfrican Studies and Research Center in International Relations and Education for
Development (CEPARRED), Abidjan, Côte d'Ivoire

Mamadou Mara

Chef de la Division, Appui au Développement (DADS)
Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB)
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Alphabétisation et
des Langues Nationales, Dakar, Sénégal

Marieme Lo

Etudiante au Doctorat, Cornell University
Ithaca, New York, USA

Strategies and Analysis for Growth and Access (SAGA) is a project of Cornell and Clark Atlanta Universities, funded by cooperative agreement #HFM-A-00-01-00132-00 with the United States Agency for International Development.



Les écoles communautaires de base au Sénégal
Contribution à la scolarisation universelle, l'éradication de la pauvreté,
et la mise en place d'un programme national pour
le développement durable

Synopsis

par

Professeur N'Dri Assié-Lumumba
Africana Studies and Research Center
Cornell University
Ithaca, New York, USA

Centre de Recherches Architecturales et Urbaines (CRAU)
Université de Cocody
Abidjan, Côte d'Ivoire

and

PanAfrican Studies and Research Center in International Relations and Education
for Development (CEPARRED)
Abidjan, Côte d'Ivoire

Mamadou Mara

Chef de la Division

Appui au Développement (DADS)

Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB)
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Alphabétisation et
des Langues Nationales
Dakar, Sénégal

Marieme Lo

Etudiante au Doctorat

Cornell University
Ithaca, New York, USA

Problématique de l'étude sur les écoles communautaires de base au Sénégal

Au début des années 90, le système éducatif sénégalais était marqué par un certain nombre d'impasses majeures qui hypothéquaient sérieusement les chances de réalisation des objectifs d'éducation pour tous suivis par l'Etat du Sénégal, à savoir:

- un taux brut de scolarisation qui ne cesse de baisser (57,3% en 1988/89 contre 54,3% en 1992/93) alors qu'à la même période les effectifs encadrés ont considérablement augmenté (658 102 élèves en 1988/89 contre 738 560 élèves en 1992/93),

- des dépenses de personnels qui pèsent assez lourdement sur le budget de l'éducation (elles occupent près de 49% du budget de l'enseignement élémentaire et l'éducation préscolaire),

- un système scolaire qui n'apporte pas de réponse satisfaisante à l'offre et à la demande d'emploi telles qu'elles s'expriment avec acuité dans le pays. Il y a une inadéquation des produits de l'école au regard des défis de développement qui interpellent le pays :

- un profil d'élève défini par la loi d'orientation mais décalé du produit réel, c'est-à-dire un produit inachevé et inadapté, qui aspire surtout à être affranchi des tâches manuelles jugées serviles et qui est habité d'une mentalité de consommateur à l'opposé d'un esprit créatif capable de développer une autonomie salutaire et de fournir une réponse aux problèmes de développement de la communauté,

- au point de vue culturel, un élève qui comprend peu ou prou le milieu humain, physique et culturel dans lequel il vit.

Face à l'ampleur des phénomènes dans le sous-secteur, le Gouvernement du Sénégal a mis en œuvre deux grandes options politiques. La première menée par le Ministère de l'Education Nationale (MEN) adopte un double mouvement :

- une extension du réseau scolaire à travers un programme hardi de construction de classes et de recrutement d'enseignants,

- une réforme de l'intérieur de l'école par le canal du Programme d'Appui à l'Ecole Nouvelle (PAEN) et notamment à travers le projet d'école,

La seconde, née avec la création du Ministère Chargé de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MCALPLN) devenu aujourd'hui Ministère Délégué Chargé de l'Alphabétisation, des Langues Nationales et de la Francophonie (MDCALNF) et placé sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale (MEN), va se traduire par l'adoption d'un plan d'action gravitant autour de cinq axes principaux:

- la réduction sensible du taux d'analphabétisme accompagnée d'une correction des disparités entre sexes, âges et régions,

- le développement d'un système alternatif d'éducation de base en réponse aux limites quantitatives et qualitatives du système formel et aux préoccupations des populations pour une école plus centrée sur le milieu,

- la mise en place d'un environnement lettré avec l'introduction des langues nationales dans la vie publique, administrative et scolaire du pays,

- le désengagement de l'Etat et la promotion des intervenants, communément appelé aujourd'hui la stratégie du "faire-faire", qui confère aux opérateurs (ONG, GIE,

Associations, projets, sociétés de développement...) la responsabilité de concevoir et de mettre en œuvre des programmes d'éducation non formelle, et à l'Etat, à travers le MCAPLN, les missions de coordination, de contrôle, d'impulsion et d'orientation,

- l'appui des opérations terrain développées par les opérateurs à travers une politique de partenariat étudié et consensuel.

Différentes expériences ont été depuis menées dans le cadre des axes d'orientations stratégiques du MCAPLN, en particulier celui du développement d'un système alternatif d'éducation de base. Parmi ces expériences-ci, il convient de remarquer : Les écoles communautaires de base (ECB) initiées par ADEF-Afrique, et plus tard adoptées et étendues par le Plan International, Aide et Action et surtout le Projet d'Appui au Plan d'Action (PAPA).

Les écoles communautaires de base (ECB) sont "des écoles de la communauté, par la communauté et pour la communauté". Elles sont mises en œuvre par un grand nombre d'opérateurs dont ADEF- AFRIQUE, PLAN International, AIDE et ACTION, le Réseau Africain de Développement intégré (RADI), World Vision et autres. Elles ciblent les enfants âgés de 9 à 14 ans qui n'ont jamais été à l'école (les analphabètes) ou qui l'ont quittée prématurément (les déperdus scolaires ou déscolarisés précoces). Les approches pédagogiques utilisées correspondent à une triple finalité:

- l'insertion des jeunes dans les activités socio-économiques de leur milieu,
- la poursuite des études dans l'enseignement moyen,
- la pré-professionnalisation ou l'initiation à certains métiers.

La durée de la formation est de quatre (4) années. Les apprentissages se font en langue nationale durant la première année. Et le français est introduit au plus tôt en fin première année, si non en début deuxième année. A l'état de phase pilote, l'ampleur et les potentialités et contributions des écoles communautaires méritent d'être analysées.

Quelques évaluations ont été menées. Les actions d'évaluation et les diverses études menées sur les ECB ont contribué non seulement à mieux les faire connaître mais également, et surtout, à améliorer leur qualité.

Ainsi, l'étude sur "les écoles communautaires de base au Sénégal", effectuée en 1999 par un groupe d'experts sénégalais et dirigée par Jacques Marchand (2000), a permis de:

- analyser la situation actuelle des écoles communautaires au Sénégal,
- échanger l'expérience sénégalaise avec celles d'autres d'Afrique subsaharienne et en dégager des tendances et des idées communes,
- proposer des stratégies de développement futur des ECB,

L'étude conduite, en 2003, par l'ONG sénégalaise SEMA-Education et centrée sur les enseignements apprentissages du français dans les ECB a permis d'identifier les difficultés liées à l'articulation langues nationales et français, et de proposer un certain nombre de solutions pédagogiques.

Les différentes évaluations des ECB effectuées par la DAEB de 1999 à 2004, ont permis, entre autres, de constater que les performances des apprenants des ECB sont globalement assez satisfaisantes en lecture et en expression écrite (en moyenne, respectivement 76.8% et 55%), et plutôt faibles en calcul (45,7%). En plus, 70% des ECB font appel à des personnes ressources. La couverture en manuels techniques est insuffisante dans les ECB. Les micro-projets sont présents dans toutes les régions mais seuls près de 50% d'entre eux sont plutôt improductifs.

Les différentes capitalisations sur les sous-projets d'ECB financés par le PAPA ont aussi permis d'identifier les forces et les faiblesses de l'expérimentation.

L'«étude sur l'influence des dynamiques communautaires dans la réussite des programmes en alphabétisation et en modèles alternatifs» a considérablement contribué à une meilleure compréhension des potentiels des écoles communautaires dans le développement local.

Les conclusions et recommandations de l'étude ont, à ce jour, induit d'importants changements dans le sous secteur parmi lesquels:

- une perception plus nette des ECB par les populations bénéficiaires et une plus grande visibilité quant à l'avenir de leurs enfants,
- l'organisation de séminaires de renforcement de compétences des membres des comités de gestion des CAF et des ECB dans les domaines de la mobilisation sociale et de la gestion de projet,
- un processus d'implantation de programme qui implique davantage les populations bénéficiaires et qui favorise une plus grande prise en compte de leurs besoins spécifiques,
- une participation effective des membres des comités de gestion et des communautés de base dans les enseignements apprentissages en qualité de personne-ressource,
- l'identification et l'auto-financement de micro-projets susceptibles de générer des ressources substantielles pour la pérennisation des acquis,
- l'érection au rang d'opérateur de certaines personnes influentes des communautés bénéficiaires de programme (leaders, notables, élus politiques, chefs religieux).

Présentement, il y a un début d'application de cette option d'éducation de base dans les ECB financées en 2003 par le PAPA-II. Toutefois, les différentes études, les recherches-actions, les évaluations et les capitalisations réalisées sur l'expérimentation des écoles communautaires de base au Sénégal n'ont pas, à ce jour, permis d'apporter des réponses objectives et pertinentes sur les débouchés réels des produits, en termes d'insertion dans les circuits productifs de leur milieu respectif leurs impacts actuels et potentiels dans les communautés et à l'échelle nationale.

Aussi, n'ont-elles pas permis d'édifier suffisamment les divers acteurs et partenaires du sous-secteur de l'éducation non formelle sur la contribution véritable de ces types d'offres alternatives d'éducation de base dans le processus global de développement endogène et durable. D'où tout l'intérêt de la présente étude dont le thème central est: «Les écoles communautaires au Sénégal: contribution à la scolarisation universelle, l'éradication de la pauvreté, et la mise en place d'un programme national pour le développement durable.»

Quelles contributions les écoles communautaires peuvent-elles apporter dans l'atteinte des objectifs de la scolarisation universelle au Sénégal et aux programmes de développement aux niveaux local et national? Les écoles communautaires suscitent beaucoup d'intérêt des décideurs politiques, des bailleurs de fonds, des organisations non-gouvernementales, et des chercheurs. Ces écoles existent depuis longtemps sous différentes formes dans différentes localités au Sénégal et dans d'autres pays en Afrique et ailleurs dans le monde. Elles ne sont par conséquent pas un phénomène de mode. En revanche, elles constituent des pôles d'innovation, une approche alternative dans la recherche de solution aux défis de la scolarisation universelle face aux nouvelles contraintes nationales et globales. Elles constituent aussi une réponse des communautés

qui, à la faveur des politiques de décentralisation, s'impliquent davantage dans les efforts d'amélioration de l'accès à l'éducation en milieu rural et périurbain. Elles sont l'exemple d'une synergie entre les communautés locales, les bailleurs, les ONGs et les institutions gouvernementales, avec des potentiels réels d'un développement intégré, englobant une dimension multi-générationnelle et mutli-sectorielle.

Le projet d'étude sur les écoles communautaires de base (ECB) au Sénégal se veut une contribution dans la recherche de solutions aux problèmes aigus de développement en Afrique en général et au Sénégal en particulier, surtout en ce qui concerne la scolarisation universelle. Cette étude s'évertue d'analyser les conditions, les potentialités et les stratégies pour éradiquer la pauvreté en mettant en pratique des modèles de développement intégrés et durables par le biais d'écoles qui s'insèrent bien dans la communauté.

Les défis de la scolarisation universelle

Le Sénégal compte un taux brut de scolarité très faible, seulement 58% pour l'enseignement primaire (HDR 2004), et accuse beaucoup de faiblesses dans l'achèvement du cycle primaire, ce qui constitue un obstacle majeur dans les efforts de développement socio-économique à long terme. L'accessibilité à une éducation de qualité n'est pas encore une réalité. L'analphabétisme constitue un facteur aggravant de la pauvreté. Ce fléau se pose encore avec acuité au Sénégal, et risque d'annihiler les efforts et investissements pour un développement socio-économique durable. Le taux d'alphabétisation est de 39.2% pour la tranche d'âge des 15 ans et plus. Ce taux est encore plus faible pour la population féminine, seulement 29.7% comparé à 49% pour les hommes (HDR 2004). La demande non encore satisfaite pour la scolarisation universelle, les disparités entre filles et garçons, malgré les engagements pris pour la scolarisation universelle en 2015, ont des incidences indéniables sur le développement socio-économique du pays.

Emergence et problématiques des écoles communautaires de base (ECB)

Quelles voies alternatives pour atteindre les objectifs de la scolarisation universelle comme un droit humain, un impératif de développement, et aussi un moyen pour réaliser et soutenir le développement durable dans un pays en de développement comme le Sénégal? C'est dans ce contexte qu'il sied de situer l'émergence des écoles communautaires de base, conçues comme "des écoles de la communauté, pour la communauté et par la communauté" un modèle qui se veut alternatif pour étendre l'accès à l'éducation dans les zones rurales et les couches sociales défavorisées et stimuler le développement local.

Les écoles communautaires visent à institutionnaliser la parité filles et garçons pour l'accès à l'éducation de base et combler le fossé entre filles et garçons pour l'accès à l'éducation. Elles offrent des potentiels pour accélérer le rythme de l'accroissement de la scolarité en milieu périurbain et rural, et de contribuer à l'augmentation quantitative de l'offre pour l'éducation de base.

Cependant l'émergence des ECB suscite beaucoup d'interrogations en ce qui concerne leur pertinence, la qualité de l'enseignement dispensé, leur rôle effectif dans la

scolarisation universelle et leurs impacts sociaux et économiques dans les communautés.



Des élèves d'une école communautaire devant leur classe avec leur maître et Marieme Lo, chercheur à Cornell University [source : Marieme Lo, 2004]

La réponse des communautés au défi de l'accès à l'éducation de base

En tant que “ écoles de la communauté, par la communauté et pour la communauté” comme il a été indiqué plus haut, les écoles communautaires de base sont mises en œuvre par un grand nombre d'opérateurs dont ADEF-AFRIQUE, PLAN International, AIDE et ACTION, le Réseau Africain de Développement intégré (RADI), World Vision et autres avec le concours des communautés. Elles ciblent les enfants âgés de 9 à 14 ans qui n'ont jamais été à l'école (les jeunes non-scolarisés/analphabètes) ou qui l'ont quittée prématurément (les déperdus scolaires ou déscolarisés précoces). Les écoles communautaires sont au nombre de 655 au Sénégal. Les approches pédagogiques utilisées correspondent à une triple finalité:

- la poursuite des études dans l'enseignement moyen régulier: une passerelle dans l'enseignement formel secondaire,
- la pré-professionnalisation ou l'initiation à certains métiers: une contribution à l'emploi des jeunes, une initiation à l'entrepreneuriat, l'acquisition d'une formation qualifiante et une contribution dans le développement des ressources humaines,
- l'insertion des jeunes dans les activités socio-économiques de leur milieu: la fixation de la population rurale et créations d'opportunités d'insertion sociale dans le milieu, une alternative à l'exode rural.



Participation des communautés dans l'amélioration de l'accès à l'éducation en milieu rural
[source : Marieme Lo, 2004]

Contributions et Potentiels des ECB dans le développement local

Les ECB suscitent beaucoup d'intérêt de part leurs potentialités pour leur contribution dans le développement local. Les différentes capitalisations sur les sous-projets d'ECB financés par le PAPA ont permis d'identifier les forces et les faiblesses des écoles communautaires de base.

L'«étude sur l'influence des dynamiques communautaires dans la réussite des programmes en alphabétisation et en modèles alternatifs» a considérablement contribué à une meilleure compréhension des potentiels des écoles communautaires dans le développement local. Cependant, une meilleure compréhension de la dynamique Ecole-Communauté permettrait d'améliorer la pertinence des ECB dans le développement local, et de mettre en place une meilleure articulation entre les ECB et les communautés, pour que cette synergie aie des effets positifs durables dans la lutte contre la pauvreté et un développement harmonieux des communautés rurales et périurbaines au Sénégal.



Intégration des microprojets dans l'école communautaire: valorisation des ressources locales et incitation des jeunes aux activités génératrices de revenus, source d'emploi pour les jeunes
[source : Marieme Lo, 2004]

Ainsi, les objectifs de l'étude en cours intitulée "Les écoles communautaires de base au Sénégal: Contribution à la scolarisation universelle, l'éradication de la pauvreté, et la mise en place d'un programme national pour le développement durable" visent à:

- Déterminer les caractéristiques essentielles des écoles communautaires.
- Identifier dans les résultats induits par les sous projets d'écoles communautaires un ensemble de dispositions et d'indicateurs de résultats, d'effets et d'impacts objectivement vérifiables, en vue de prouver:
 - la contribution réelle desdites structures dans le processus de scolarisation universelle
 - leur apport dans la mise en œuvre effective de la politique de réduction de la pauvreté
 - et leur contribution dans la réalisation effective du plan national de développement socio-économique durable.

Cette étude en cours sera suivie d'une conférence internationale en juin 2005 à Dakar au Sénégal.

Bibliographie

- Assié-Lumumba, N. T. (1993). "Coûts, financement de l'éducation de base et participation des familles et communautés rurales dans les pays du Tiers-Monde," International Institute for Educational Planning, *Problématiques et méthodologies du développement de l'éducation*, No. 10.
- _____. (2000). "Education and Economic Reforms, Gender Equity and Access to Schooling in Africa." *International Journal of Comparative Sociology*, vol. XLI, No.1, 2000, pp.89-120
- Breakell, L. (2000). "Fostering improvements in pupil learning: a 'community school' approach (Malawi)" in Saunders, L. (Ed.) *School Improvement Worldwide: Nine Case Studies from Six Countries*. Manchester: British Council

- Mara, Mamadou, Diarra, D. Fall, M., et al. (2000). *Les écoles communautaires de base au Sénégal*. Paris: Institut international de planification de l'éducation
- Lo, Marieme (Forthcoming). Understanding and capitalizing on social learning--a strategy for capacity building of women micro-enterprises-- Implications for Community School. Ithaca: Cornell University, Ph D Dissertation Thesis.
- Marchand, J. (2000). *Les écoles communautaires—Mali, Senegal, Togo*. Paris: Institut international de planification de l'éducation (IIEP)
- Miller-Grandvaux, Y., and Yoder, K. (February 2002). A Literature review of community Schools in Africa. Washington, D.C: Support for Analysis and Research in Africa (SARA) Project, Academy for Educational Development (AED), USAID, Bureau for Africa, Office of Sustainable Development.
- Muskin, J. A. (1999). Including local priorities to assess school quality: The case of Save the children community schools in Mali. *Comparative Education Review*, 43 (1), 36-63.
- Odaga, A., & Henevel, W. (1995). *Girls and Schools in Sub-Saharan Africa: From Analysis to Action. Technical Paper No. 298*. Washington, D.C.: World Bank
- Projet d'Appui au Plan d'Action en Matière d'Education non Formelle (PAPA). (Février 2002). Bilan Général 1996- 2001.
- Projet d'Appui au Plan d'Action en Matière d'Education non Formelle (PAPA). (Août, 2001). Evaluation des modèles alternatifs, caractérisation du modèle idéal: école communautaire de base (ECB). Rapport final.
- Touré, A. M. (August 2000). *Girls' Education in Four Francophone African Countries: The Role of the Community. Findings*. World Bank. Washington, D.C: World Bank.
- UNDP (2004). Human Development Report. New York : United Nations.